Les clés du Moyen-Orient
https://www.lesclesdumoyenorient.com/3214

Il y a 20 ans, Israël se retirait du Liban. Entretien avec Daniel Meier sur la situation au Sud-Liban

Par Daniel Meier, Ines Gil
Publié le 26/06/2020 • modifié le 26/06/2020 • Durée de lecture : 9 minutes

Daniel Meier

Il y a 20 ans, en mai 2000, Israël se retirait du sud-Liban après deux décennies de présence militaire, laissant ainsi le contrôle de ce territoire au Hezbollah libanais. Aujourd'hui, malgré le retrait israélien, et même si la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) est déployée à la frontière libano-israélienne, les tensions sont toujours vives entre le mouvement chiite et l'Etat hébreu.

Daniel Meier a répondu aux questions des Clés du Moyen-Orient à la lumière de cette actualité. Il est docteur en sociologie politique et chercheur associé à l'IFPO et au CEMAM (Université Saint-Joseph, Beyrouth). Auteur de plusieurs ouvrages et articles sur le Liban et sur le Moyen-Orient, il a notamment publié un des rare ouvrages sur le Sud-Liban, Shaping Lebanon's Borderlands : Armed Resistance and International Intervention in South Lebanon, (I.B.Tauris, London, 2016). Tensions entre le Hezbollah et Israël, FINUL, loi d'amnistie pour les familles libanaises vivant en Israël… il dresse un bilan de la situation au Liban, 20 ans après le retrait israélien.

Depuis le début de son engagement officiel en Syrie en 2013, le Hezbollah a amélioré sa connaissance de la guerre et son arsenal militaire. Ces dernières années, à plusieurs reprises, des violences ont éclaté entre l'armée israélienne et le mouvement libanais, faisant craindre une nouvelle guerre. Dans la foulée, en décembre 2018, des tunnels creusés par le Hezbollah reliant le territoire libanais et les territoires du nord d'Israël ont été découverts par l'armée israélienne. Peut-on parler d'un regain de tensions à la frontière israélo-libanaise ?

Le regain de tensions est indéniable, mais il n'est pas seulement concentré sur la frontière entre le Liban et Israël. Les attaques israéliennes, ciblées sur les activités du Hezbollah, se sont multipliées ces dernières années, et elles s'étalent plus largement dans la région du Levant. L'envoi de drones d'espionnages israéliens à l'été 2019 pour repérer des centres de fabrication de missiles dans la banlieue sud de Beyrouth, en témoigne. Et plus récemment, à la mi-avril 2020, un missile est tiré sur une voiture appartenant à des membres du Hezbollah sur la zone frontalière syro-libanaise, non loin du point d'entrée de Masnaa.

Ce regain de tensions n'est pas purement militaire. Il est aussi le résultat d'un agenda israélien très politique. L'épisode des tunnels en témoigne clairement. En décembre 2018, des tunnels reliant le Liban au territoire israélien sont découverts par Israël, à un moment où Benyamin Netanyahou se prépare à une campagne électorale en vue des élections d'avril 2019. Il faut savoir que la menace du Hezbollah est un sujet idéal pour tout candidat aux élections israéliennes qui souhaite marquer des points. La découverte opportune des tunnels peu avant les élections a été critiquée par les services de renseignements israéliens. Révéler la découverte d'un passage secret ennemi est une faute stratégique car la surprise est éventée. C'est pourquoi cet épisode résonne fortement comme une opération politique.

L'essentiel des pressions israéliennes exercées ces derniers mois contre le Hezbollah est le reflet d'un agenda américano-israélien. Washington cherche à affaiblir le mouvement chiite dans la région. En témoigne la tentative américaine récente de transformer le mandat de la FINUL, lors de son prochain renouvellement dans deux mois, en un mandat élargi à la frontière libano-syrienne. Les Américains souhaitent mettre fin au transfert d'armes depuis la Syrie qui viendraient renforcer les stocks du Hezbollah au Liban. Ils font aussi pression pour appliquer totalement la résolution 1701, qui découle de la résolution 1559, laquelle exige le désarmement de tous les groupes paramilitaires au Liban, dont le Hezbollah. On observe un dispositif d'encerclement sécuritaire qui entre dans le cadre d'une stratégie américaine de longue date, visant à assécher les ressources du Hezbollah. Depuis plusieurs années, Washington fait pression sur les banques et les institutions financières pour empêcher les transferts d'argent avec des individus liés au mouvement chiite, non seulement à l'échelle du Liban, mais à travers le monde.

Plus largement, ce regain de tensions s'inscrit dans une politique américaine qui vise indirectement l'Iran (le Hezbollah étant perçu, dans la vision américano-israélienne, comme le bras armé de Téhéran).

Les casques bleus et l'armée libanaise sont placés le long de la frontière israélo-libanaise, en accord avec la résolution 1701, qui vise à stopper la guerre entre le Hezbollah et Israël à l'été 2006. Quelle est la situation actuelle à la frontière ?

Sous l'égide de la FINUL, l'armée israélienne et l'armée libanaise collaborent depuis début 2007 sur un plan technique, autour du marquage précis de la ligne bleue (la ligne de démarcation entre les deux pays). Une série de 700 blue barrels devrait être apposée sur des points validés par les deux Etats. A ce jour, 60% de la frontière est couverte par cette délimitation, preuve que le dialogue (purement technique) entre les Israéliens et les Libanais a bien fonctionné.

En revanche, les relations de la FINUL sont plus compliquées avec le Hezbollah. Le mouvement chiite se méfie des casques bleus depuis longtemps, car ceux-ci sont perçus comme les instruments d'une logique impérialiste occidentale. Les revendications sur certains territoires à la frontière, notamment les fermes de Chebaa, les collines de Kfarchouba ou encore le village de Ghajar, alimentent les tensions entre le Hezbollah et la FINUL. Au total, on dénombre 13 points litigieux sur la ligne bleue. Cet espace frontalier reste donc un territoire sensible.

Même si la méfiance du Hezbollah vis-à-vis de la FINUL est indéniable, de manière générale, au Liban, les casques bleus sont considérés comme une sorte de garant international pour limiter les violences à la frontière. Il existe en effet, au sein de la population libanaise, une véritable crainte à l'égard d'Israël. Une crainte fondée sur l'expérience extrêmement douloureuse de la population libanaise, avec une première invasion israélienne en 1978, une seconde extrêmement meurtrière en 1982, puis l'occupation du territoire libanais jusqu'en 2000 et la guerre de juillet (2006) qui a coûté la vie à plus de 1 100 citoyens libanais un peu partout sur le territoire du pays.

Qu'en est-il du contrôle du Hezbollah sur le sud du Liban aujourd'hui ?

Dans les zones à majorité chiite, du fait de la faiblesse relative de l'Etat libanais, le Hezbollah exerce un contrôle important, notamment dans le sud (hors zone contrôlée par la FINUL) et dans la Bekaa. Dans ces territoires, étant donnée la centralité du principe de « résistance face à Israël », le mouvement chiite repose sur un tissu social solide. Holistique par nature, le Hezbollah parvient à mobiliser au sein de la société de manière peut-être plus large que d'autres mouvements politiques.

Sur le plan militaire, après la guerre de 2006, le mouvement a dû se redéployer pour laisser la place à la FINUL élargie au sud du Liban, à la frontière avec Israël. Mais certaines traces de sa présence étaient encore visibles dans les années suivantes. En 2010, les casques bleus ont découvert des armes appartenant au mouvement chiite dans des zones où elles étaient prohibées, en vertu de la résolution 1701. La saisie de ces armes avait créé des tensions entre le Hezbollah et les forces de l'ONU. Le mouvement a été contraint d'utiliser d'autres territoires pour stocker ses armes et s'entraîner sur le plan militaire. Des camps d'entraînement ont été repérés plus au nord, jusque dans des zones à majorité chrétienne et des armes seraient stockées dans la montagne libanaise.

Le mois de mai 2020 marque les 20 ans du retrait israélien du sud-Liban. En mai 2000, avec le départ des forces israéliennes, plus de dix mille Libanais fuient vers Israël. Contrairement à une idée reçue, ils n'étaient pas seulement chrétiens, mais aussi druzes et chiites : pourquoi ont-ils dû fuir ? Pourriez-vous revenir sur l'occupation israélienne, les liens avec l'Armée du Liban Sud et avec les populations locales ?

Avant tout, les Libanais qui ont fui suite au retrait israéliens furent poussés par la peur. Les miliciens de l'Armée du Liban Sud (ALS) et leurs familles craignaient la vengeance du Hezbollah, qui a récupéré les territoires du Sud-Liban après le départ de l'armée israélienne. Encore aujourd'hui, dans cette région, une partie de la population (majoritairement des chrétiens) continue à craindre le mouvement chiite. Pour ceux qui ont travaillé pour l'Armée du Liban Sud, le retour à la vie civile est rendu difficile par le mouvement chiite après le retrait israélien.

Parmi les populations parties en Israël, on retrouve une majorité de chrétiens. Un grand nombre d'entre eux, menés par Saad Haddad (fondateur de l'Armée du Liban Sud, leader de 1978 à 1984), constituent les supplétifs de la première heure (dès la première invasion israélienne de 1978). Cependant, des Libanais moins politisés ont aussi travaillé pour l'ALS. A partir de 1984, la milice opère une modernisation sous l'impulsion d'Antoine Lahad (chef de l'ALS de 1984 à 2000). Elle recrute alors plus largement dans la zone occupée par Israël, parmi des populations druzes et chiites. Même si ces populations n'adhèrent pas au projet idéologique, elles sont poussées à collaborer pour subvenir à leurs besoins. En envoyant un membre de la famille dans l'ALS, elles reçoivent de l'argent, et elles ont la possibilité de trouver du travail en Israël. Pendant des années, des milliers de Libanais traversent la frontière chaque jour pour y travailler. Le salaire perçu y était plus attractif que dans le sud du Liban. Pour certaines familles, principalement des Libanais chrétiens habitants à la frontière avec Israël, l'occupation est d'ailleurs vue comme un « âge d'or » sur le plan économique.

En revanche, ces populations n'oublient pas le sort des miliciens de l'Armée du Liban Sud réservé par Israël. En 2000, l'armée israélienne se retire sans même informer l'ALS. Les miliciens menés par Antoine Lahad doivent fuire dans une atmosphère de débandade, sans aucun soutien israélien. Le tout, dans un contexte tragique, car le départ vers Israël est vécu comme un déchirement pour ces familles, qui sont parties sans espoir de retour.

Ces Libanais ont aussi fui par culpabilité, car ils ont servi un pouvoir étranger en oppressant d'autres Libanais. Les territoires occupés par Israël jusqu'en 2000 étaient hors juridiction internationale. Des actes ont été commis contre une partie de la population libanaise : un exemple est la prison de Khiam, une zone de non-droit où la torture était courante. Israël et le Hezbollah ne s'y sont pas trompés à son propos, le second en en faisant un musée de la barbarie contemporaine israélienne et Israël détruisant le site sous un déluge de bombe lors de la guerre de 2006.

Au final, on peut dire que la mémoire locale de cet épisode n'est pas du tout refermée.

Justement, une loi d'amnistie, qui permettrait aux familles des membres de l'Armée du Liban Sud vivant en Israël de revenir au Liban était à l'ordre du jour de la séance du Parlement libanais début juin. Pourquoi selon vous cette loi est-elle aujourd'hui discutée ? Comment ces Libanais, qui vivent depuis 20 ans en Israël, sont-ils perçus au Liban ?

Avant tout, il faut comprendre qu'il n'y a pas vraiment eu de débat au Liban sur ce sujet, qui reste relativement tabou. Cette loi d'amnistie s'inscrit en réalité dans un accord politique plus que dans le cadre d'un travail de mémoire.

A l'origine, Nabih Berri (Président du Parlement libanais, Amal) a proposé le vote d'une loi d'amnistie le 19 novembre 2019. A ce moment, l'amnistie ne concerne que deux populations : des islamistes sunnites intégristes qui auraient été injustement envoyés en prison sans avoir commis de crimes (défendus par le Courant du futur) et des trafiquants à la frontière libano-syrienne (défendus par le Hezbollah). Boycottée par une grande partie des forces chrétiennes, la session parlementaire avait alors dû être ajournée. Il est intéressant de noter que sur ce dossier, l'alliance Courant patriotique libre (CPL) - Hezbollah n'a pas fonctionné. En réponse à la contestation des forces chrétiennes, quelques mois plus tard, les familles de miliciens de l'ALS réfugiés en Israël ont été intégrées dans la loi l'amnistie. Leur intégration résonne donc plus comme une tentative d'amadouer les secteurs chrétiens et de contenter tout le monde plutôt que comme un travail constructif autour de la mémoire de la guerre au Liban.

Cependant, une petite partie de la classe politique est toujours opposée au retour de ces familles installées en Israël, empêchant la loi d'amnistie de passer lors de la séance parlementaire début juin dernier. Une séance extraordinaire devrait donc être organisée par Nabih Berri pour la faire voter dans les semaines qui viennent. A défaut d'ouvrir un débat sur la réconciliation nationale, l'amnistie des familles de l'ALS est un objet de marchandage politique. Comme pour de nombreux sujets au Liban, ce qui devrait être l'objet de discussions nationales sur la mémoire de la guerre est souvent utilisé comme marchandage dans le cadre de stratégies politiques plus larges.

Concernant la situation actuelle au Liban : en octobre 2019, un mouvement socio-économique émerge. Des manifestations sont organisées dans tout le pays. Dans des régions à majorité chiite, des manifestants critiquent la politique du Hezbollah. Le mouvement perd-il du terrain parmi sa base électorale traditionnelle ? Comment expliquer qu'il soit aussi contesté dans ces zones à majorité chiite ?

Ces dernières années, on observe un appauvrissement progressif et général de la population libanaise, un processus devenu extrêmement saillant depuis l'automne 2019 et la chute de la livre libanaise. Les Libanais sortis dans la rue à l'automne dernier ne peuvent plus se contenter (à raison) du statu quo économique et social dans le pays : la logique des rentes en provenance de l'étranger ne fonctionne plus, l'endettement de l'Etat est devenu insoutenable et les patrons communautaires sont incapables de redistribuer assez de

ressources à leurs citoyens « clients ». Et ceux qui vivent dans les zones à majorité chiite, contrôlées par le Hezbollah (en coordination avec Amal) ne sont pas épargnés par cette réalité. Il existe certes une bourgeoisie chiite montante, urbaine, essentiellement concentrée sur Beyrouth. Mais dans les autres villes, la population est plus structurellement paupérisée, notamment à Tripoli.

Le mouvement de contestation vise l'ensemble de la classe politique. Il a notamment pour slogan : « tous, ça veut dire tous ». Cela montre que les manifestants visent tous les groupes politiques, dont le Hezbollah. Pour cause, le mouvement chiite participe lui aussi à ce système caractérisé par la corruption à tous les étages. Comme dans les autres formations politiques libanaises, des scandales éclatent occasionnellement au sein du parti.

L'ensemble de la classe politique, représentée par les élites de l'après-guerre, est responsable de la dégradation de la situation économique dans le pays. Il est logique que le Hezbollah soit aussi visé par les critiques. Depuis son entrée au gouvernement en 2005, il est aussi co-responsable de la dérive politico-financière du pays.

Israël Liban Politique Société Guerre du Liban

Publié le 26/06/2020

DANIEL MEIER

Daniel Meier est docteur en sociologie politique et chercheur associé à l'IFPO et au CEMAM (Université Saint-Joseph, Beyrouth). Il est l'auteur de plusieurs ouvrages et articles sur le Liban et sur le Moyen-Orient.

INES GIL

Ines Gil est journaliste freelance en Israël et Territoires palestiniens.
Elle est diplômée d'un Master 2 Journalisme et enjeux internationaux, à Sciences Po Aix et à l'EJCAM et a effectué 6 mois de stage à LCI.
Auparavant, elle a travaillé en Irak comme journaliste freelance et a réalisé un Master en Relations Internationales à l'Université Saint-Joseph (Beyrouth, Liban).
Elle a également réalisé un stage auprès d'Amnesty International, à Tel Aviv, durant 6 mois et a été Déléguée adjointe Moyen-Orient et Afrique du Nord à l'Institut Open Diplomacy de 2015 à 2016.